



Distr. limitée  
13 mai 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquante-septième session**

Point 169 de l'ordre du jour

**Crise mondiale de la sécurité routière**

**Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Chine, Danemark, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Grèce, Indonésie, Islande, Kazakhstan, Koweït, Liban, Malaisie, Malte, Maurice, Népal, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pologne, Portugal, Qatar, République de Moldova, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Seychelles, Singapour, Soudan et Yémen : projet de résolution**

**Crise mondiale de la sécurité routière**

*L'Assemblée générale,*

*Constatant* que le bilan mondial des accidents de la route en nombre de morts, de blessés et de handicapés s'alourdit rapidement,

*Consciente* du nombre disproportionné d'accidents mortels se produisant dans les pays en développement,

*Prenant acte* des répercussions des accidents de la circulation sur l'économie des pays et l'économie mondiale,

*Affirmant* qu'il convient de lancer à l'échelle mondiale une campagne de sensibilisation à l'importance de la sécurité routière, en tant que question d'intérêt général, en faisant appel en particulier à l'éducation et à la diffusion de l'information,

*Convaincue* que la responsabilité de la sécurité routière incombe aux autorités locales et municipales et aux administrations centrales,

*Déclarant en outre* que la crise de la sécurité routière est un problème multidimensionnel qui requiert une collaboration à tous les niveaux, et faisant appel notamment à des programmes appropriés d'éducation en matière de santé publique,

1. *Se félicite* de l'action menée par l'Organisation mondiale de la santé, qui a fait de la sécurité routière le thème de la Journée mondiale de la santé qui sera célébrée le 7 avril 2004 et entrepris d'établir un rapport mondial sur la prévention des accidents de la route qui doit être publié en avril 2004;



2. *Encourage* les gouvernements et la société civile à sensibiliser le public, et en particulier les jeunes fréquentant des établissements d'enseignement, au problème universel des morts et des blessés victimes d'accidents de la route qui pourraient être évités;

3. *Prie* tous les gouvernements d'adopter de nouvelles lois réglementant la circulation routière et de continuer à faire respecter la législation existante en la matière;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, par l'intermédiaire de l'organe approprié de l'Organisation des Nations Unies, un rapport sur la crise mondiale de la sécurité routière, tenant compte des vues exprimées par les États Membres et les organismes et institutions compétents des Nations Unies, afin qu'elle l'examine à sa cinquante-huitième session.

---